



54ème colloque  
**ASRDLF**

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference  
**ERSA-GR**



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

## La question de l'efficacité du nouveau plan de mesures gouvernemental pour Mayotte face aux déséquilibres du marché du travail

**Mme Francois HERMET**

CEMOI/Université de La Réunion MCF

32 BD ST FRANCOIS 97400 ST DENIS LA REUNION FRANCE

fhermet@univ-reunion.fr 0692864794

### Référence à la session / reference to the session

### Résumé / Summary

En matière de développement économique et social, la situation de Mayotte apparaît particulièrement dégradée même si des progrès indéniables ont été réalisés ces dernières années.

Pour remédier aux inégalités, les différentes mesures proposées par les autorités reposent, pour l'essentiel, sur l'augmentation des transferts financiers publics, en particulier dans la composante santé et éducation. Ces fonds doivent permettre de reproduire à Mayotte le processus de convergence en termes de niveau de vie qui fut observé pour les quatre premiers DOM.

Néanmoins, parmi les causes reconnues de la pauvreté et de la précarité, figure celle relative à l'exclusion du marché du travail. Dans ces conditions, compter sur les seuls transferts publics pour tenter d'améliorer de manière significative la situation de Mayotte est illusoire. Comme pour les autres économies domiennes, il faut favoriser des modes de développement endogène : l'économie de Mayotte doit davantage s'appuyer sur le secteur privé pour créer de l'emploi. Le poids du secteur privé semble en effet aujourd'hui plus faible qu'il ne le devrait.

La question de l'état du marché du travail devient ainsi un préalable nécessaire dans le diagnostic qui doit préparer à une telle transition mais aussi pour s'assurer de la cohérence des politiques à mettre en place à Mayotte. Rappelons que le marché du travail n'est pas un marché comme les autres puisque les revenus du travail constituent, au niveau macroéconomique, la principale source de revenu des ménages (de l'ordre de 70% selon l'Insee). Il existe par ailleurs un relatif consensus chez les économistes pour considérer que c'est fondamentalement le fonctionnement du marché du travail qui détermine à terme la capacité d'une économie à produire de la richesse et du Bien-Être pour la population (Layard et al. (1991), Lindbeck (1993)). Le développement de Mayotte se jugera donc à l'aune de sa capacité à insérer sa population de façon durable dans l'emploi.

Si on se réfère aux chiffres du chômage, 1 actif sur 4 ne parvient pas à trouver un emploi à Mayotte, ce qui est plus de 2 fois supérieur au taux métropolitain mais nettement inférieur à celui de La Réunion et des autres DOM ! La durée du chômage est très longue avec une moyenne de 39 mois. Par ailleurs, 8 chômeurs

sur 10 effectuent des démarches d'emploi depuis au moins 1 an et les femmes restent plus longtemps au chômage : 43 mois en moyenne contre 33 pour les hommes.

Néanmoins, le taux de chômage est calculé sur la seule population active. Or à Mayotte, certains chômeurs sont comptabilisés « à tort » comme inactifs mais en réalité ils appartiennent au « halo » autour du chômage. Il y a donc nécessité de prendre en compte le taux d'emploi et le taux d'activité pour faire une analyse pertinente du marché du travail à Mayotte. Ces taux révèlent en effet des dysfonctionnements : le taux d'emploi de 35,5% révèle que seules 3,5 personnes sur 10 en âge de travailler ont un emploi contre 6 en métropole. Idem pour le taux d'activité (44,3%), nettement inférieur à celui de la métropole (71%) et des autres DOM.

La relative bonne performance en matière de chômage à Mayotte repose donc avant tout sur une faible participation au marché du travail. Autrement dit, les critères du BIT ne permettent pas d'approcher la véritable situation de Mayotte en matière d'emploi : le halo représente 23,4% de la population en âge de travailler! Il est 3 fois supérieur au chômage ! Il représente 60% des inactifs. La somme du halo et du chômage BIT équivaut à la taille de la population active occupée. En réalité, le « véritable » taux de chômage de Mayotte se situerait aux alentours de 47% ! Il est par ailleurs d'autant plus urgent de répondre à ces difficultés que la pression démographique reste très forte à Mayotte : le nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail devrait encore demeurer très important dans les années à venir (la moitié de la population est âgée de moins de 17,5 ans et 60 % a moins de 25 ans). L'immigration clandestine a également du mal à être endiguée.

Face à cette situation particulièrement préoccupante, il nous est paru intéressant d'analyser dans quelles mesures le « Document stratégique » intitulé « MAYOTTE 2025 UNE AMBITION POUR LA REPUBLIQUE » (Juin 2015) pouvait répondre aux difficultés du marché du travail à Mayotte. Même si ce document s'appuie sur une bonne lecture des difficultés que rencontre le marché du travail à Mayotte (plus généralement de son économie), certains aspects méritent, de notre point de vue, discussions et d'autres éléments ne vont pas, toujours de notre point de vue, forcément dans la bonne direction.

## **Bibliographie / Bibliography**

Alberola E, Gilles L et Tith F [2012], Les effets du RSA peu perceptibles par les bénéficiaires, CREDOC, Consommation et modes de vie, n°250, avril 2012.

Allègre G [2011], "Le RSA : redistribution vers les travailleurs pauvres et offre de travail", Revue de l'OFCE, 2011/3 - n°118 pp. 33-61.

Amnyos Technopolis Oréade-Brèche [2012], Diagnostic territorial stratégique de Mayotte préalable à la définition et à la rédaction des futurs programmes européens 2014-2020, Rapport final.

Anne D & L'Horty Y [2002], "Transferts sociaux locaux et retour à l'emploi", Economie et Statistiques, n°357-368, pp. 49-71.

Anne D et L'Horty Y [2009], "Aides sociales locales, revenu de Solidarité active (RSA) et gains du retour à l'emploi", Economie et Statistique, n°429-430, pp. 129-157.

Anne D et L'Horty Y [2009], "Les effets du revenu de solidarité active sur les gains du retour à l'emploi", Revue économique, 3, vol. 60, pp. 767-776.

Artus P, Cahuc P & Zylberberg A [2007], Temps de travail, revenu et emploi, Rapport du Conseil d'Analyse Economique n° 688, La documentation française, Paris.

Askenazy P [2000], "Réduction du temps de travail. Organisation et conditions de travail", Revue

économique, vol 51, n°3, pp. 547-556.

d'Autume A., "Réorganisation de la production et réduction de la durée du travail : une perspective macréconomique", *Économie internationale*, la revue du CEPII n°83.

d'Autume A & Cahuc P [1998], "La réduction de la durée du travail : faut-il y croire ?" *Revue d'Economie Politique*, 108, 1, pp. 5-14.

Borjas [1999], "The economic analysis of immigration", *Handbook of Labor Economics*, volume 3, chapitre 28, pp. 1697-1760, Elsevier.

Brodady, Crépon et Fougère [2001], "Using Matching Estimators to Evaluate Alternative Youth Employment Programs : Evidence from France, 1986-1988", in *Econometric Evaluations of Active Labour Market Policies in Europe*, Springer Verlag.

Cahuc P et Carcillo S [2011], *The Detaxation of Overtime Hours: Lessons from the French Experiment*, IZA DP n°5439, January 2011.

Cahuc P & Zylberberg A [1996], *Economie du Travail, la formation des salaires et les déterminants du chômage*, De Boeck Université.

Carneiro & Heckman [2003], *Human Capital Policy*, in *Inequality in America : What Role for Human Capital Policies ?*, Cambridge, MIT Press.

Goujon M. & Hermet F. [2013], *L'indice de pauvreté humaine : une évaluation pour La Réunion*, in Diemer A. et Guillemin H., *Inégalités et pauvreté dans les pays riches*, Clermont-Ferrand, *Oeconomica*, p.161-174.

Hart R.A. & Moutos T. [1995], *Human Capital, Employment and Bargaining*, Cambridge University Press.

Heyer E et Timbeau X, "35 heures : réduction réduite", *Revue de l'OFCE*, n°74, pp. 53-95.

IEDOM [2013], *Mayotte – Rapport annuel 2013*.

Insee Mayotte Analyses n°1, *Enquête Emploi Mayotte 2013*, "9 500 chômeurs et 29 900 inactifs qui souhaitent travailler", juillet 2014.

Insee Mayotte Analyses n°2, *PIB Mayotte 2011*, "Une économie en rattrapage soutenue par la dépense publique", octobre 2014.

Insee Mayotte Analyses n°3, "Enquête Budget de famille, Entre faiblesse des revenus et hausse de la consommation", décembre 2014.

Insee Mayotte Analyses n°5, "Enquête Emploi 2014, Le chômage progresse malgré l'augmentation de l'emploi", février 2015.

Insee Mayotte Flash n°20, "Une famille sur deux a trois enfants ou plus à Mayotte en 2012", novembre 2015.

Insee Mayotte Flash n°21, "Formation et emploi en 2014, 3 mahorais sur 4 sans diplôme", novembre 2015.

Insee Mayotte Infos n°40, " Travail-Emploi, Recensement de la population au 31 juillet 2007 – La progression de l'emploi permet au chômage de baisser", avril 2009.

Insee Mayotte Infos n°48, *Emploi*, "Enquête Emploi 2009 – Un marché de l'emploi atypique", décembre 2010.

Insee Première n°1231, "Mayotte : recensement de la population de 2007 – Une population multipliée par

quatre en 30 ans”, avril 2009.

Insee Première n°1260, “Le “halo” du chômage : entre chômage BIT et inactivité”, octobre 2009.

Insee Première n°1516, “Une photographie du marché du travail en 2013”, septembre 2014.

Insee Première n°1569, “Une photographie du marché du travail en 2014”, octobre 2015.

Insee Réunion Flash n°32, “Rénovation de l'enquête Emploi Un taux de chômage de 26,8 % en moyenne en 2014”, juin 2015.

Insee Réunion Flash n°49, “Enquête Emploi 2014, Deux chômeurs sur trois cherchent un emploi depuis plus d'un an”, décembre 2015.

Insee Références édition 2014, Tableaux de l'Économie Française.

Insee Références édition 2015, France, portrait social, Fiches - Marché du travail.

Paul [2012], “Emploi et Durée du Travail”, document de travail CEMOI, disponible à <http://cemoi.univ-reunion.fr/publications/documents-de-travail/>.

Piketty [1998], “L'impact des incitations financières au travail sur les comportements individuels : une estimation pour le cas français”, Economie et Prévision, n°132-133, pp.1-36

Pôle Emploi Mayotte [2012], “Enquête Besoin en Main d'OEuvre à Mayotte en 2013”, Etudes, Evaluations et Statistiques, avril 2012.

Sénat [2012], Rapport d'Information n°675, session extraordinaire de 2011-2012.

Sianesi [2004], “An Evaluation of the Swedish System of Active Labour Market Programs in the 1990s”, Review of Economics and Statistics, 86, 1, 133-155, 2004.

Simonnet V [2012], “Le RSA est-il plus incitatif à la reprise d'emploi que le RMI ?”, Connaissance de l'emploi, Le 4 pages du CEE, juin 2012, n°93.